



Conseil de sécurité

Soixante-dix-huitième année

9318^e séance

Mardi 9 mai 2023, à 10 heures

New York

Provisoire

Présidente : M^{me} Baeriswyl (Suisse)

Membres :

Albanie	M ^{me} Dautllari
Brésil	M. de Almeida Filho
Chine	M. Dai Bing
Émirats arabes unis	M ^{me} Alhefeiti
Équateur	M. Pérez Loose
États-Unis d'Amérique	M. Wood
Fédération de Russie	M ^{me} Evstigneeva
France	M ^{me} Broadhurst Estival
Gabon	M. Biang
Ghana	M. Agyeman
Japon	M. Ishikane
Malte	M ^{me} Frazier
Mozambique	M. Afonso
Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord	M. Kariuki

Ordre du jour

Rapports du Secrétaire général sur le Soudan et le Soudan du Sud

Rapport du Secrétaire général sur la situation à Abyei (S/2023/305)

Ce procès-verbal contient le texte des déclarations prononcées en français et la traduction des autres déclarations. Le texte définitif sera publié dans les *Documents officiels du Conseil de sécurité*. Les rectifications éventuelles ne doivent porter que sur le texte original des interventions. Elles doivent être indiquées sur un exemplaire du procès-verbal, porter la signature d'un membre de la délégation intéressée et être adressées au Chef du Service de rédaction des procès-verbaux de séance, bureau AB-0601 (verbatimrecords@un.org). Les procès-verbaux rectifiés seront publiés sur le Système de diffusion électronique des documents de l'Organisation des Nations Unies (<http://documents.un.org>)



La séance est ouverte à 10 h 5.

Adoption de l'ordre du jour

L'ordre du jour est adopté.

Rapports du Secrétaire général sur le Soudan et le Soudan du Sud

Rapport du Secrétaire général sur la situation à Abyei (S/2023/305)

La Présidente : Conformément à l'article 37 du règlement intérieur provisoire du Conseil, j'invite les représentants du Soudan et du Soudan du Sud à participer à la présente séance.

Conformément à l'article 39 du règlement intérieur provisoire du Conseil, j'invite les personnes suivantes, appelées à présenter un exposé, à participer à la présente séance : M^{me} Martha Ama Akyaa Pobee, Sous-Secrétaire générale pour l'Afrique au Département des affaires politiques et de la consolidation de la paix et au Département des opérations de paix ; et M^{me} Hanna Serwaa Tetteh, Envoyée spéciale du Secrétaire général pour la Corne de l'Afrique.

Le Conseil de sécurité va maintenant aborder l'examen de la question inscrite à son ordre du jour.

J'appelle l'attention des membres du Conseil sur le document S/2023/305, qui contient le rapport du Secrétaire général sur la situation à Abyei.

Je donne maintenant la parole à M^{me} Pobee.

M^{me} Pobee (*parle en anglais*) : Je remercie les membres de me donner la possibilité de présenter au Conseil de sécurité un exposé concernant la Force intérimaire de sécurité des Nations Unies pour Abyei (FISNUA) et l'appui apporté par la mission au Mécanisme conjoint de vérification et de surveillance de la frontière. Je saisis cette occasion pour informer le Conseil de certains faits récents survenus depuis la publication du rapport du Secrétaire général (S/2023/305), notamment ceux liés au déclenchement des hostilités au Soudan.

Les combats qui ont éclaté au Soudan le 15 avril ont mis fin à une période marquée par des signes encourageants de dialogue entre le Soudan et le Soudan du Sud sur la question d'Abyei. À cet égard, la rencontre entre le Président du Soudan du Sud et le Président du Conseil souverain du Soudan à Djouba en janvier, au cours de laquelle ils ont discuté de la question d'Abyei et d'une éventuelle coopération sur leur frontière commune, revêt une grande importance. Lors d'une réunion entre les présidents des comités nationaux des deux pays, organisée

les 9 et 10 avril à Khartoum, les parties ont convenu de poursuivre les discussions sur les questions liées à Abyei, y compris son statut définitif. Je me réjouis de ces évolutions positives et je félicite les parties pour leur volonté de dialoguer.

Malgré l'élan positif créé au début de la période considérée, la violence qui a éclaté au Soudan risque de compromettre gravement les chances de faire des progrès sur le plan politique en ce qui concerne Abyei et les questions frontalières. Alors que les combats se poursuivent et que des efforts de médiation sont en cours, l'ONU continuera d'appuyer le Soudan et le Soudan du Sud lorsque le dialogue sur Abyei reprendra. L'Envoyée spéciale Tetteh, qui va présenter un exposé au Conseil aujourd'hui, fournira aux membres des informations plus détaillées sur l'évolution de la situation au Soudan et au Soudan du Sud.

À Abyei, la FISNUA suit de près la situation pour ce qui est des répercussions potentielles des combats en cours au Soudan. Je pense notamment au risque que des groupes armés entrent dans la zone d'Abyei ou que des personnes déplacées y arrivent en grand nombre, ou encore que cette situation enhardisse les personnes mal intentionnées qui voudraient saboter les relations intercommunautaires au niveau local. Bien qu'aucun de ces risques ne se soit vraiment concrétisé jusqu'à présent, la mission reste vigilante au cas où cela se produirait. Dans l'immédiat, la FISNUA a déjà pris des mesures pour assurer la sécurité de son personnel au Soudan, et a évacué 33 personnes de Khartoum le 23 avril. Les 2 et 3 mai, 58 membres du personnel civil des Nations Unies ont été évacués de Kadougli, sur décision de l'agent habilité pour le Soudan.

Malgré l'accord de cessation des hostilités signé entre les Ngok Dinka et les Twic Dinka en avril 2022, des affrontements intermittents ont continué de se produire dans le sud d'Abyei, et des incidents ont été signalés de l'autre côté de la frontière méridionale. Les tensions ont également conduit à des manifestations au quartier général de la FISNUA pour exiger le départ des vacataires twic dinka, obligeant la mission à assurer la sécurité physique de ces personnes.

La FISNUA a maintenu son appui aux efforts dirigés par le Gouvernement sud-soudanais pour réduire les tensions entre les communautés ngok dinka et twic dinka, en coordination étroite avec la Mission des Nations Unies au Soudan du Sud (MINUSS). Ces efforts ont notamment pris la forme d'un dialogue mené par la société civile qui s'est tenu à Wau en avril. Bien que le dialogue n'ait pas abouti à la signature d'un accord officiel, il a tout de même produit un accord de principe sur une cessation

des hostilités. Les flambées de violence entre les deux communautés sont devenues moins fréquentes depuis lors à Abyei. La prolifération d'armes, en particulier dans le sud d'Abyei, est une préoccupation connexe qui coïncide avec l'émergence du groupe d'autodéfense de jeunes ngok dinka connu sous le nom de Tit Baai, formé après le début des affrontements entre les Ngok Dinka et les Twic Dinka en février 2022. La FISNUA continue de confisquer des armes et des munitions, conformément au statut d'Abyei comme zone exempte d'armes.

Malgré le déficit de confiance qui persiste entre les communautés misseriya et ngok dinka, la violence entre elles a globalement décliné. La FISNUA et ses partenaires ont pu organiser en mars une conférence de paix saisonnière à Todach, dans la zone d'Abyei. Dans un accord signé à cette occasion, les communautés se sont entendues sur une cessation des hostilités et ont accepté de garantir la liberté de circulation, entre autres mesures en faveur de la coexistence pacifique. Des femmes des deux communautés ont participé aux négociations et présenté des recommandations qui ont enrichi l'accord.

Le climat humanitaire est demeuré difficile à Abyei, l'ONU et les organisations non gouvernementales venant en aide à quelque 212 000 personnes vulnérables, dont environ 30 000 déplacés. La violence intercommunautaire a nui à l'action humanitaire, avec des organisations qui se sont retirées de la zone d'Agok en février, tandis que deux agents humanitaires étaient tués dans une attaque perpétrée à Rumamier le 2 janvier. Le récent embrasement des combats au Soudan risque de compliquer encore davantage la situation humanitaire à Abyei. Au 8 mai, on avait enregistré l'arrivée dans la zone de 535 personnes en provenance du Soudan. Les partenaires humanitaires s'attendent et se préparent à de plus amples mouvements de population.

La reconfiguration de la FISNUA en une force multinationale de maintien de la paix des Nations Unies touche à sa fin. Sur les 3 250 soldats autorisés, 3 078 ont été déployés. Une fois de plus, les combats au Soudan perturbent les itinéraires de déploiement, ce qui signifie que l'arrivée prévue de personnel et de matériel supplémentaires devra être repoussée, au détriment des capacités. Des solutions de substitution sont en cours d'élaboration afin de limiter autant que possible le retard sans pour autant mettre en danger le personnel et le matériel. La situation au Soudan a aussi une incidence sur la logistique de la FISNUA. Nos collègues de l'appui aux missions travaillent à assurer un réapprovisionnement fiable. Il s'agit notamment de la logistique pour le quartier général du Mécanisme conjoint de vérification et de surveillance de la frontière à Kadougli, au Soudan, et ses

deux bases d'opérations, où les restrictions imposées à la circulation aérienne et terrestre posent d'autres problèmes pour le réapprovisionnement et l'exécution des mandats.

La FISNUA continue d'éprouver des difficultés en termes de mobilité, particulièrement durant la saison des pluies, qui entrave considérablement les déplacements terrestres. Parallèlement, il n'y a eu aucun progrès quant à la remise en service du quartier général du secteur 1 du Mécanisme de vérification et de surveillance à Gok Machar, au Soudan du Sud, et de ses deux bases d'opérations, après son retrait forcé en 2021. Nous notons l'appel lancé par le Mécanisme conjoint pour les questions politiques et de sécurité le 18 janvier en faveur d'une stratégie de sensibilisation des communautés vivant le long de la frontière, y compris à Gok Machar, et exhortons le Gouvernement sud-soudanais à faire le nécessaire pour permettre le rétablissement de ces positions dans les meilleurs délais. Faute de visas délivrés, il n'y a pas eu de progrès non plus en ce qui concerne le déploiement des trois unités de police constituées et des policiers en renfort prévus par le Conseil de sécurité. Dans l'intervalle, la police des Nations Unies a continué de soutenir et de contrôler l'action des comités de protection de la population locale et du comité de protection mixte. Il va sans dire qu'il est maintenant plus capital que jamais de fournir à la population d'Abyei un appui en matière d'état de droit, et nous comptons sur le Conseil de sécurité pour apporter son précieux concours sur cette question.

Au cours de la période considérée, la FISNUA a signalé le déploiement de soldats et de policiers sud-soudanais à Agok, dans le sud d'Abyei, et d'effectifs de la Police nationale soudanaise à Farouk, dans le nord d'Abyei. La mission a envoyé des notes verbales aux deux Gouvernements pour les prier de procéder au retrait de leur personnel de sécurité, conformément au statut démilitarisé d'Abyei.

Il me plaît d'indiquer que les équipes de pays des Nations Unies au Soudan et au Soudan du Sud, en collaboration avec la FISNUA, ont mis la dernière main aux dispositions administratives concernant le programme conjoint pour Abyei et entamé l'exécution de projets visant à créer un climat propice à la coexistence pacifique. Les premiers projets comprennent l'établissement d'un centre de nutrition pour les femmes et les enfants sur le marché d'Amiet et l'organisation de formations professionnelles pour les jeunes.

Pour terminer, je tiens à remercier le général Benjamin Sawyerr ainsi que les femmes et les hommes de la FISNUA pour leur travail au service de la paix à Abyei, en

particulier dans une période marquée par des difficultés supplémentaires et un regain d'incertitude. Je tiens aussi à exprimer notre gratitude aux pays qui fournissent des contingents et du personnel de police pour leur collaboration étroite et aux membres du Conseil de sécurité pour leur appui non démenti à la FISNUA.

La Présidente : Je remercie M^{me} Pobee de son exposé.

Je donne maintenant la parole à M^{me} Hannah Serwaa Tetteh.

M^{me} Tetteh (*parle en anglais*) : Je vous remercie, Madame la Présidente, de l'occasion qui m'est donnée de faire rapport au Conseil sur les progrès accomplis dans l'application de la résolution 2046 (2012), qui a trait aux questions bilatérales en suspens entre le Soudan et le Soudan du Sud et à la situation dans les États du Kordofan méridional et du Nil-Bleu.

Le conflit sans précédent qui a éclaté au Soudan le 15 avril entre les Forces armées soudanaises et les Forces d'appui rapide, outre ses répercussions désastreuses sur la population soudanaise, a une profonde incidence sur les relations bilatérales entre le Soudan et le Soudan du Sud. Les conséquences humanitaires, économiques, politiques et de sécurité des faits récents au Soudan suscitent la préoccupation au sein de la direction politique sud-soudanaise. La précarité de la situation n'a pas tardé à entraîner le retour de réfugiés sud-soudanais accueillis par le Soudan, comme l'a mentionné ma collègue la Sous-Secrétaire générale Pobee, et nous pourrions en voir revenir plus de 200 000 si la stabilité n'était pas rapidement rétablie. Ce serait un problème pour un pays où les deux tiers de la population ont déjà besoin d'aide humanitaire. Étant donné que les autorités soudanaises ne sont actuellement pas en mesure de protéger efficacement leurs frontières, l'insécurité à la frontière entre le Soudan et le Soudan du Sud risquerait de s'accroître avec les mouvements transfrontières de groupes armés et criminels. Les combats au Soudan nuisent également aux activités commerciales quotidiennes et à la fourniture de denrées alimentaires et d'autres produits de première nécessité du Soudan au Soudan du Sud et pourraient mettre en péril les exportations de pétrole du Soudan du Sud par Port Soudan.

Il ressort des consultations que nous avons eues avec lui que le Gouvernement sud-soudanais s'inquiète des effets du conflit soudanais sur la stabilité et la sécurité du Soudan du Sud et s'emploie de façon particulièrement active à dialoguer avec les parties soudanaises. Djouba est au cœur de les efforts de médiation entre les Forces armées soudanaises et les dirigeants des Forces d'appui rapide, notamment dans le cadre de la proposition régionale faite

le 16 avril par l'Autorité intergouvernementale pour le développement (IGAD) tendant à ce que les Présidents du Soudan du Sud, du Kenya et de Djibouti se rendent d'urgence à Khartoum pour dialoguer avec les parties ; de l'appel lancé par le Soudan du Sud et l'Égypte en faveur d'un cessez-le-feu et de leur proposition de médiation conjointe ; et d'une initiative autonome du Soudan du Sud qui, il convient de le souligner, a abouti à un engagement de principe des chefs militaires soudanais en faveur d'un cessez-le-feu de sept jours, comme l'a annoncé le Ministère sud-soudanais des affaires étrangères.

Le conflit au Soudan met en péril les avancées graduelles réalisées par les deux pays sur la voie du règlement des questions bilatérales en suspens. Avant le début des combats, les relations entre Khartoum et Djouba étaient stables, des réunions bilatérales régulières avaient lieu, y compris au plus haut niveau, et le général Abdel Fattah Al-Burhan s'était rendu à Djouba en janvier et février. Les deux pays ont également organisé une réunion du Mécanisme conjoint pour les questions politiques et la sécurité à Djouba en janvier, mais aucun autre mécanisme conjoint prévu par les accords de coopération de 2012 n'a été relancé à ce jour.

Alors que le Soudan est en proie au conflit, le Soudan du Sud reste aux prises avec une situation politique et de sécurité fragile. La décision prise le 3 mars par le Président Salva Kiir Mayardit de limoger la Ministre de la défense et des anciens combattants, Angelina Teny, et les personnes nommées par le Mouvement/Armée populaire de libération du Soudan dans l'opposition a suscité des tensions, et certains membres de la communauté internationale ont établi des contacts afin d'en réduire l'impact. Comme on avait déjà pu le constater au cours des dernières années, les échanges de haut niveau occupent une place importante dans les relations bilatérales du pays.

En janvier, le général Al-Burhan et le Président Kiir ont décidé de créer une force de sécurité conjointe le long des frontières de leurs pays afin d'empêcher l'infiltration d'armes illégales et de combattre les forces négatives et leurs activités. Le général Al-Burhan et le Président Kiir ont également convenu de déployer des patrouilles conjointes pour mettre un terme à la circulation incontrôlée d'armes et de munitions à travers la frontière et d'organiser des réunions régulières entre leurs organismes nationaux de sécurité respectifs afin de partager des renseignements et de coordonner leurs initiatives pour lutter contre les menaces potentielles.

Le 19 février, ils ont clôturé l'atelier chargé d'évaluer l'Accord de paix de Djouba au Soudan, en signant le troisième amendement au tableau d'exécution. Durant cet

atelier, le Président Kiir a également exhorté les mouvements rebelles non signataires – le MPLS-N, dirigé par Abdelaziz Hélou, et l'Armée de libération du Soudan, dirigée par Abdul Wahid al-Nur – à rejoindre le processus de paix afin d'instaurer une paix durable au Soudan et au Soudan du Sud. Le général Al-Burhan a réaffirmé que son gouvernement était disposé à collaborer avec les signataires de l'Accord de paix de Djouba pour mettre pleinement en œuvre l'ensemble des dispositions prévues compte tenu de la volonté d'instaurer une paix durable au Soudan.

Fin février, une délégation sud-soudanaise de haut niveau, composée de M. Benjamin Bol Mel, Envoyé spécial présidentiel pour les programmes spéciaux ; de M. Dier Tong Ngor, Ministre des finances et de la planification économique ; de M. Puot Kang Chol, Ministre du pétrole ; et de M. Johnny Ohisa Damian, Gouverneur de la Banque du Soudan du Sud, s'est rendue à Khartoum pour participer à des négociations sur le pétrole et d'autres questions économiques. Les deux pays ont signé des accords économiques et techniques sur le pétrole, notamment des accords concernant le transport, le traitement et l'exportation du pétrole brut sud-soudanais, ainsi que des accords concernant le pétrole brut transporté par le Soudan pour alimenter la centrale électrique d'Oum Dabakir et la raffinerie de Khartoum, et ils ont abordé d'autres questions financières.

Le 13 mars, en tant que garant de l'accord de paix au Soudan du Sud, le Soudan a envoyé à Djouba une délégation de haut niveau dirigée par un membre du Conseil souverain, le général Shams-Eddin Al-Kabashi, qui était accompagné du Ministre de la défense, le général Yassin Ibrahim Yassin, et du Ministre des affaires étrangères par intérim, Ali Elsadig Ali, pour contribuer à débloquent la situation entre le Président Kiir et le Premier Vice-Président, Riek Machar.

À la suite de cette visite, le Conseiller présidentiel sud-soudanais pour les questions de sécurité, le général Tut Gatluak, a également annoncé que les deux parties étaient prêtes à discuter de la mise en œuvre de l'accord sur les quatre libertés négocié précédemment. Les efforts que déploient les Soudanais en tant que garants de l'accord de paix sont complétés par les efforts conjoints de l'Union africaine, de l'IGAD, de la Commission mixte de suivi et d'évaluation reconstituée et de la Mission des Nations Unies au Soudan du Sud (MINUSS), ainsi que par le dialogue établi par le Premier Ministre de l'Éthiopie, Abiy Ahmed, avec les deux dirigeants.

En ce qui concerne le statut définitif d'Abyei, les deux pays ont convenu, lorsqu'ils se sont réunis à

Khartoum le 24 octobre 2022, de recommencer à se réunir tous les trois ou quatre mois sur cette question. Pendant ce temps, une réunion du Mécanisme conjoint pour les questions politiques et la sécurité, coprésidée par les Ministres de la défense des deux pays, s'est tenue à Djouba le 18 janvier. Entre autres décisions, le Mécanisme a demandé aux chefs d'état-major des armées de créer un comité conjoint chargé de suivre l'application de la résolution adoptée lors de sa précédente réunion sur la question du redéploiement de leurs forces respectives hors de la zone frontalière démilitarisée et sécurisée et d'élaborer un concept d'opérations pour travailler sur la décision prise par leurs chefs d'État concernant le déploiement d'une force conjointe de part et d'autre de la frontière entre le Soudan et le Soudan du Sud. Les participants ont également exhorté le Comité mixte de contrôle d'Abyei à reprendre ses travaux dans un délai d'un mois, notamment en organisant des réunions régulières afin d'apaiser les tensions entre les communautés dans la zone d'Abyei. Il convient de rappeler que le Comité s'est réuni pour la dernière fois en 2017.

Une autre réunion, déjà mentionnée par ma collègue, a été organisée par la présidence du comité de haut niveau sur Abyei à Khartoum les 9 et 10 avril, avec la participation du général Benjamin Sawyerr, commandant de la force de la Force intérimaire de sécurité des Nations Unies pour Abyei et Chef par intérim de la mission, et de moi-même. C'était la première fois, depuis que j'ai pris mes fonctions, que les parties se réunissaient dans ce format pour discuter de l'avenir d'Abyei. Les parties ne sont pas parvenues à s'entendre sur l'ordre de priorité des questions à aborder, le Soudan soulignant que l'amélioration de la situation en matière de sécurité dans la zone et la fourniture d'une aide et de services humanitaires devaient précéder les discussions sur le statut définitif d'Abyei, tandis que la seule chose qui intéressait le Soudan du Sud était de discuter du statut définitif. Toutefois, les deux parties ont convenu de poursuivre leurs discussions et de mieux préparer la prochaine réunion, qui devait avoir lieu à Djouba avant la fin du mois d'avril. Toutefois, compte tenu de l'évolution de la situation, il faudra du temps pour que le débat sur ces questions reprenne son élan.

J'en viens maintenant aux événements concernant les régions du Kordofan méridional et du Nil-Bleu. Comme la plupart des États du Soudan, le Nil-Bleu et le Kordofan méridional sont touchés par le conflit entre les Forces armées soudanaises et les Forces d'appui rapide, et la situation humanitaire et en matière de sécurité se détériore. Des affrontements entre les Forces armées soudanaises et les Forces d'appui rapide ont été signalés

dans l'État du Nil-Bleu, et le conflit a entraîné le déplacement d'une partie de la population civile. Dans le Kordofan méridional, les activités humanitaires ont été suspendues ou restreintes en raison des combats entre les Forces armées soudanaises et les Forces d'appui rapide.

Le conflit entre les Forces armées soudanaises et les Forces d'appui rapide ne fera qu'aggraver la méfiance entre le Mouvement populaire de libération du Soudan-Nord, dirigé par Abdelaziz Hélou, et les acteurs militaires soudanais en ce qui concerne les négociations de paix globales sur les deux régions. En janvier, la rencontre qui s'est déroulée à Djouba entre le général Al-Burhan et Abdelaziz Hélou, qui dirige le MPLS-N, n'a débouché sur aucun résultat concret, malgré l'appel lancé par le Président Kiir aux non-signataires de l'Accord de paix de Djouba à rejoindre le processus de paix au Soudan.

La priorité actuelle est évidemment de faire cesser les combats et d'ouvrir des négociations constructives entre les Forces armées soudanaises et les Forces d'appui rapide qui, espérons-le, aboutiront à un cessez-le-feu permanent et au retour à un gouvernement civil de transition, aussi lointaine que puisse paraître cette perspective dans l'immédiat. Cette condition doit être satisfaite pour rétablir une collaboration véritable avec la faction Hélou du MPLS-N, à la fois en ce qui concerne la collaboration future sur Abyei et pour aborder les questions bilatérales en suspens entre le Soudan et le Soudan du Sud.

Mon bureau continuera de collaborer avec les Gouvernements des deux pays, l'Union africaine et l'IGAD et de s'employer à créer des conditions plus favorables à la reprise d'un dialogue régulier en vue du règlement des questions couvertes par les accords de coopération de 2012. Mon bureau continuera également d'offrir son appui et de travailler avec ses collègues de la Mission intégrée des Nations Unies pour l'assistance à la transition au Soudan et de la MINUSS sur ces questions, notamment pour régler les questions relatives aux États du Kordofan méridional et du Nil-Bleu.

La Présidente : Je remercie M^{me} Tetteh de son exposé.

Je donne maintenant la parole aux membres du Conseil qui souhaitent faire une déclaration.

M. Wood (États-Unis d'Amérique) (*parle en anglais*) : Je remercie la Sous-Secrétaire générale pour l'Afrique, M^{me} Pobee, et l'Envoyée spéciale du Secrétaire général pour la Corne de l'Afrique, M^{me} Tetteh, de nous avoir informés des progrès réalisés par la Force intérimaire de sécurité des Nations Unies pour Abyei (FISNUA) dans

la mise en œuvre de son mandat, et d'avoir fait le point sur la situation à Abyei.

Je tiens tout d'abord à remercier le personnel de direction de la FISNUA, qui continue de garantir la stabilité et la paix à Abyei, malgré les difficultés que continue de poser la crise au Soudan. Nous sommes déçus d'apprendre que les hostilités à Khartoum ont mis encore plus en péril la sûreté et la sécurité du personnel de la FISNUA, et qu'elles ont empêché cette dernière de mener à bien les tâches qui lui ont été confiées, notamment la protection des civils, la contribution aux efforts humanitaires, l'appui à un règlement pacifique du statut définitif d'Abyei et des questions frontalières et la mise en place du Service de police d'Abyei.

Les États-Unis condamnent les combats qui font rage à Khartoum entre les Forces armées soudanaises et les Forces d'appui rapide. Nous sommes profondément préoccupés par le meurtre de plus de 500 personnes et le déplacement interne de 334 000 civils, et nous sommes gravement inquiets pour la sûreté et la sécurité de plus de 100 000 personnes fuyant vers les pays voisins. Nous sommes également très préoccupés par la protection des enfants et par les informations faisant état de violences sexuelles liées aux conflits touchant les femmes, les enfants et les hommes.

Selon l'UNICEF, les hostilités au Soudan ont entraîné une crise de protection de l'enfance, les enfants étant séparés de leurs familles, enlevés et recrutés. Nous insistons vivement sur le fait que la protection de l'enfance doit être une priorité et demandons instamment à la FISNUA, aux partenaires régionaux et internationaux et aux membres du Conseil d'appliquer les bonnes pratiques en matière de protection de l'enfance pendant la crise au Soudan.

Nous sommes solidaires du peuple soudanais dans son attachement inébranlable à la démocratie et appelons de toute urgence les Forces armées soudanaises et les Forces d'appui rapide à instaurer et à respecter un cessez-le-feu permanent à l'échelle nationale. Nous appelons de toute urgence les parties à s'engager à assurer la sûreté, la sécurité et la protection des civils et à reprendre immédiatement le processus de transition du Soudan vers un régime civil.

Par ailleurs, nous sommes gravement préoccupés par les millions de civils qui ont besoin d'une aide humanitaire vitale au Soudan et par la multiplication des attaques contre les travailleurs humanitaires. Les acteurs armés s'en prennent aux biens et aux installations humanitaires, pillent les véhicules tout-terrain et causent des dégâts aux aéronefs utilisés pour transporter les travailleurs et

les fournitures humanitaires, limitant ainsi l'assistance fournie aux régions qui en ont le plus besoin. L'incapacité des organisations humanitaires de mener leurs activités en toute sécurité menace de porter davantage préjudice à des millions de Soudanais vulnérables, en particulier ceux qui ont été déplacés par les affrontements en cours.

Les États-Unis appellent une nouvelle fois les parties à garantir la sûreté et la sécurité de l'ensemble du personnel et des installations des Nations Unies, ainsi que du personnel humanitaire et médical. Nous exhortons vivement les parties à veiller à ce que la FISNUA et les partenaires humanitaires aient un accès immédiat, total, sûr et sans entrave à tout le Soudan, ainsi que la capacité de mener leur action vitale dans tout le pays.

Nous sommes extrêmement préoccupés par la présence constante des forces soudanaises et sud-soudanaises et des forces de police à Abyei, ce qui constitue une violation flagrante de la démilitarisation de la zone d'Abyei. Nous insistons sur le fait qu'Abyei doit rester démilitarisée, toutes les forces autres que celles de la FISNUA devant s'en retirer.

Nous soulignons en outre la nécessité pour le Soudan du Sud d'aider le Mécanisme conjoint de vérification et de surveillance de la frontière à rendre de nouveau opérationnel le secteur 1, situé dans la partie sud d'Abyei, compte tenu des combats en cours entre les Ngok Dinka et les Twic Dinka, de l'afflux de réfugiés et de déplacés fuyant le Soudan et de la présence de forces armées.

Nous nous félicitons de la détermination constante de la FISNUA à dissiper les tensions entre les Ngok Dinka et les Twic Dinka. Nous encourageons vivement la FISNUA à accroître ces efforts, et nous souscrivons à l'appel lancé par le Secrétaire général aux deux communautés pour qu'elles fassent respecter leur accord de cessez-le-feu et tirent parti des outils proposés par la FISNUA pour appuyer et favoriser l'instauration d'un environnement sûr et inclusif. Nous appelons en outre les Misseriya et les Ngok Dinka à recourir à des solutions pacifiques pendant la période de migration saisonnière.

À cette fin, nous encourageons également la FISNUA à continuer de chercher à parvenir à la parité des genres à tous les niveaux et à tenir compte des vues des femmes et des jeunes dans ses importants travaux.

M. Dai Bing (Chine) (*parle en chinois*) : Je remercie la Sous-Secrétaire générale pour l'Afrique, M^{me} Pobee, et l'Envoyée spéciale du Secrétaire général pour la Corne de l'Afrique, M^{me} Tetteh, de leurs exposés. Je salue la participation des Représentants permanents du Soudan et du Soudan du Sud à la présente séance.

Le Soudan et le Soudan du Sud sont concernés par les questions liées à Abyei. De ce fait, une solution politique à cet égard ne peut être obtenue sans un dialogue et une coopération entre les deux parties.

Au cours de la période précédente, les relations bilatérales entre le Soudan et le Soudan du Sud ont continué à s'améliorer. Les dirigeants des deux pays ont entretenu un dialogue étroit sur la situation à Abyei, envisagé la formation d'une force de sécurité conjointe le long de la frontière et envoyé des signaux positifs concernant le règlement du statut définitif d'Abyei. Tous ces éléments ont jeté une base politique solide pour le règlement final des questions liées à Abyei, ce qui, selon la Chine, est très encourageant.

Hélas, l'instabilité actuelle au Soudan pourrait avoir une incidence sur le règlement de ces questions et le rendre plus complexe. Nous voulons qu'un cessez-le-feu soit rapidement instauré au Soudan et sommes persuadés que le Soudan et le Soudan du Sud maintiendront la dynamique du dialogue et de la coopération et mettront en œuvre le consensus déjà atteint. Nous espérons que la situation au Soudan ne nuira pas aux questions liées à Abyei et que les parties concernées continueront à créer les conditions favorables au règlement du statut définitif d'Abyei.

La Chine se félicite des efforts soutenus déployés par le Groupe de mise en œuvre de haut niveau de l'Union africaine pour régler les questions liées à Abyei et appuie le rôle qu'il continue de jouer en tant que principal canal de bons offices.

Les relations intercommunautaires sont la clef de la paix et de la stabilité à long terme à Abyei. Récemment, les conflits intercommunautaires dans la région ont fait des victimes, provoqué des déplacements et endommagé des infrastructures. La Chine est préoccupée par cette situation et appelle les communautés concernées à cesser les hostilités et à continuer de dialoguer et de collaborer pour parvenir à une coexistence harmonieuse. Nous saluons les efforts déployés par le Président Kiir Mayardit pour réunir les responsables locaux concernés afin de régler les différends, et nous encourageons la Force intérimaire de sécurité des Nations Unies pour Abyei (FISNUA) à continuer d'appuyer les efforts déployés par les pays et les organisations de la région pour promouvoir la réconciliation intercommunautaire et préserver la sécurité dans la région.

Tout en prêtant attention à la situation au Soudan, la communauté internationale doit continuer de s'employer à relever les défis humanitaires et en matière de

développement auxquels est confrontée la population d'Abyei. Elle doit renforcer l'aide matérielle de base telle que les denrées alimentaires et les médicaments et fournir une aide au développement telle que l'éducation, la formation professionnelle et les orientations aux agriculteurs et aux éleveurs. La Chine se félicite de l'élaboration finale et de la mise en œuvre par la FISNUA et les équipes de pays des Nations Unies au Soudan et au Soudan du Sud du programme conjoint pour Abyei, qui prévoit un certain nombre de projets à effet rapide pour améliorer les moyens de subsistance et le bien-être de la population.

La Chine félicite la FISNUA des efforts inlassables qu'elle déploie pour maintenir la paix et la stabilité à Abyei et salue l'achèvement prochain de sa reconfiguration, ainsi que les efforts des pays fournisseurs de contingents concernés à cet égard.

Pour que la FISNUA puisse progresser sans heurts dans ses travaux, le Soudan, le Soudan du Sud et toutes les parties concernées doivent coopérer étroitement. Nous encourageons la FISNUA à renforcer la communication stratégique avec toutes les parties et à renforcer la confiance de la population locale dans les opérations de maintien de la paix ainsi que sa compréhension de ces dernières. Nous attendons également du Soudan, du Soudan du Sud et des autres parties concernées qu'ils facilitent l'exécution du mandat de la FISNUA.

Pays fournisseur de contingents à la FISNUA, la Chine continuera à s'acquitter résolument de sa mission de paix et à appuyer l'action menée par la FISNUA en prenant des mesures concrètes pour contribuer à la sécurité et à la stabilité dans la région.

M^{me} Frazier (Malte) (*parle en anglais*) : Je remercie la Sous-Secrétaire générale pour l'Afrique, M^{me} Pobee, et l'Envoyée spéciale du Secrétaire général pour la Corne de l'Afrique, M^{me} Tetteh, de leurs exposés. Je salue également la participation des Représentants permanents du Soudan et du Soudan du Sud à la présente séance.

Malte est attachée à une zone d'Abyei stable, sûre, pacifique et prospère. Seul un règlement permanent et mutuellement acceptable pourra nous permettre d'atteindre cet objectif. Nous appelons toutes les parties à assumer leurs responsabilités respectives et à faire en sorte que la région soit exempte d'hostilités et de violence.

C'est avec regret que nous apprenons que les affrontements au Soudan ont des répercussions négatives sur la situation à Abyei. Tout en continuant à nous tenir aux côtés de la population d'Abyei, nous appelons le Soudan et le Soudan du Sud à continuer d'œuvrer en faveur d'une

paix véritable et durable dans la région. Malte juge encourageants les derniers échanges de haut niveau, notamment le sommet qui s'est tenu à Djouba en janvier. Nous nous félicitons également des dialogues intercommunautaires qui, nous l'espérons, aboutiront à des progrès sur le terrain. Nous appelons à une participation pleine, égale et véritable des femmes à ces pourparlers, ainsi qu'à une participation des autorités locales, des chefs coutumiers, de la société civile et des jeunes. Nous insistons sur le fait que la volonté politique doit se traduire par des mesures concrètes.

La violence continue de faire obstacle à la paix et à la sécurité à Abyei, et ce sont les civils qui en font les frais. Nous condamnons catégoriquement les combats et appelons toutes les parties à faire taire les armes et à respecter le statut démilitarisé de la zone. Nous soutenons les travaux de la Force intérimaire de sécurité des Nations Unies pour Abyei (FISNUA) et du Service de la lutte antiminés de l'ONU, qui luttent contre la dangereuse prolifération des armes et la possession d'armes à feu et de munitions dans la région.

Il est inacceptable que la violence sexuelle et fondée sur le genre reste endémique, l'impunité des auteurs ajoutant à la détresse des femmes et des filles. Malte salue le travail de la FISNUA, qui s'efforce de combattre et de réduire la violence contre les femmes et les filles par le biais de campagnes de sensibilisation et de formations. Nous sommes également favorables à la mise en place d'un mécanisme d'orientation auquel les personnes rescapées pourront avoir recours, sans crainte ni stigmatisation.

Malte est profondément préoccupée par le risque accru de recrutement ou d'utilisation d'enfants dans les conflits armés, et nous saluons le travail effectué par la FISNUA pour sensibiliser les interlocuteurs à ces violations et à d'autres violations connexes.

À Abyei, plus de 200 000 personnes ont besoin d'une aide humanitaire. L'accès aux services de base, tels que l'eau, l'assainissement, l'éducation et les soins de santé primaires, reste très difficile. Les inondations et les pénuries d'eau provoquées par les changements climatiques entraînent de nouveaux déplacements de population et provoquent des épidémies de maladies transmissibles. Ces phénomènes, qui viennent s'ajouter au conflit, exacerbent la faim et l'insécurité alimentaire dans la région.

Malte rend hommage aux partenaires humanitaires locaux et internationaux pour le travail qu'ils effectuent sur le terrain et regrette que l'insécurité continue de compromettre leurs opérations. Nous renouvelons notre appel à un acheminement sans entrave, rapide et sûr de l'aide.

Nous exhortons toutes les parties à respecter le droit international humanitaire. À cet égard, nous condamnons avec la plus grande fermeté le meurtre de deux travailleurs humanitaires à Rumamier en janvier et adressons nos condoléances à leurs familles. Nous rappelons à toutes les parties que les travailleurs humanitaires ne sauraient être pris pour cible.

En outre, il est impératif que le mandat de la FISNUA soit mis en œuvre sans entrave. Les parties doivent respecter la liberté de circulation du personnel des missions, et les visas doivent être délivrés en temps utile. Nous appuyons la reconfiguration en cours de la FISNUA en une force multinationale, qui en est aujourd'hui à sa dernière étape.

Tout en saluant le déploiement d'une section exclusivement féminine, Malte continue de soutenir le recrutement de soldates de la paix par l'intermédiaire du Fonds de l'Initiative Elsie pour la participation des femmes aux opérations de paix, ainsi que la nomination de responsables chargés de la lutte contre la violence fondée sur le genre au sein de la mission.

Enfin, Malte réaffirme l'importance de garantir la paix et la sécurité à Abyei. La FISNUA joue un rôle crucial et efficace, mais elle a besoin de l'appui de toutes les parties. Alors que la situation au Soudan entre dans un cycle de pourparlers directs, nous appelons toutes les parties à profiter de cet élan pour faciliter le dialogue et la réconciliation à Abyei. Nous ne pourrions réussir que si la volonté politique se traduit par des actes.

M. Kariuki (Royaume-Uni) (*parle en anglais*) : Je remercie la Sous-Secrétaire générale Pobee et l'Envoyée spéciale Tetteh de leurs exposés.

Je ferai trois brèves observations.

Premièrement, le Royaume-Uni salue les efforts inlassables déployés par la Force intérimaire de sécurité des Nations Unies pour Abyei (FISNUA) pour aider à maintenir la paix et la sécurité à Abyei dans des circonstances difficiles. Voilà un an que la mission a entamé sa transition pour passer d'une force constituée d'effectifs provenant d'un seul pays fournisseur de contingents à une force multinationale. Il est clair que ce processus est un succès et que la force nouvellement configurée améliore sensiblement la situation de sécurité à Abyei.

Deuxièmement, malgré le rôle positif joué par la FISNUA, la population locale continue de souffrir de l'absence de services de base. Le Royaume-Uni exhorte toutes les parties à respecter pleinement le droit international

humanitaire et à protéger le personnel, les biens et les opérations humanitaires en vue de garantir l'acheminement sans entrave de l'aide aux personnes qui en ont besoin dans l'ensemble de la zone d'Abyei.

Nous restons préoccupés par les violences intercommunautaires en cours et les tensions croissantes entre les communautés dinka. Nous saluons les efforts déployés récemment par le Soudan du Sud pour mettre fin aux violences entre les Ngok Dinka et les Twic Dinka.

Nous sommes toutefois préoccupés par le positionnement des Forces de défense sud-soudanaises et d'agents de la Police nationale dans la zone d'Abyei, en violation de l'accord de 2011. La présence de ces forces exacerbe les tensions et fait obstacle à la paix. Nous appelons le Gouvernement sud-soudanais à les retirer sans délai.

Troisièmement, nous nous faisons l'écho de la préoccupation du Secrétaire général concernant les conséquences des combats en cours au Soudan sur la zone d'Abyei. Nous prenons acte de la proposition du Président Kiir de faciliter les pourparlers entre les Forces armées soudanaises et les Forces d'appui rapide. Le Royaume-Uni souligne son soutien aux efforts régionaux en faveur d'un cessez-le-feu, notamment par l'intermédiaire du mécanisme trilatéral. Nous nous faisons l'écho des appels à un cessez-le-feu durable et à une réponse urgente aux besoins humanitaires.

Pour conclure, le conflit au Soudan est une tragédie. Il constitue également un obstacle important à la conclusion d'un accord pacifique sur le statut définitif d'Abyei, qui reste indispensable pour permettre une paix et un développement à long terme dans le territoire. Nous exhortons les parties à ne pas perdre de vue cette question cruciale et insistons sur l'importance de reprendre les pourparlers sur le statut définitif dès que possible.

M^{me} Alhefeiti (Émirats arabes unis) (*parle en arabe*) : Je remercie la Sous-Secrétaire générale Martha Pobee et l'Envoyée spéciale Hanna Tetteh de leurs exposés instructifs. Je souhaite également la bienvenue aux représentants du Soudan et du Soudan du Sud à la présente séance.

La séance d'aujourd'hui se tient à un moment très critique : malgré la prolongation du cessez-le-feu déclaré, nous assistons à la poursuite des affrontements au Soudan, à de lourdes pertes en vies humaines et à une détérioration de la sécurité et de la situation économique et humanitaire. Cette situation pourrait mettre en péril la fragile stabilité assurée par la Force intérimaire de sécurité des Nations Unies pour Abyei (FISNUA) dans la zone d'Abyei.

Compte tenu de la situation actuelle au Soudan et conscients du fait qu'elle est étroitement liée à la stabilité de la zone d'Abyei et à la capacité de la FISNUA à s'acquitter de son mandat, les Émirats arabes unis appellent une nouvelle fois les parties à mettre immédiatement fin aux hostilités, à s'engager à respecter le cessez-le-feu, à assurer la protection des civils et à promouvoir un accès humanitaire rapide et sans entrave au Soudan. Dans ce contexte, nous nous félicitons des efforts énergiques déployés par l'Arabie saoudite et les États-Unis pour faciliter les pourparlers en cours entre les parties à Djedda.

Nous continuons de fournir une assistance quotidienne au peuple soudanais et d'aider à évacuer les ressortissants de plus de 20 pays que nous prenons en charge tout au long de leur séjour aux Émirats arabes unis, jusqu'à ce qu'ils puissent retourner dans leur pays.

Nous restons convaincus que rien ne saurait se substituer au dialogue et à des échanges constructifs pour remettre le Soudan sur la voie d'une transition pacifique. Nous continuerons donc à soutenir les initiatives en ce sens, telles que celles menées par l'Union africaine, l'Autorité intergouvernementale pour le développement et la Ligue des États arabes, ainsi que d'autres initiatives, compte tenu de leur rôle central pour aider le Soudan à surmonter cette crise.

S'agissant de l'évolution de la situation dans la zone d'Abyei, nous prenons note de la nécessité de maintenir la coopération entre le Soudan et le Soudan du Sud concernant la zone, y compris par des échanges de haut niveau. Nous relevons la tenue de réunions et de pourparlers bilatéraux, l'engagement des parties à dialoguer de manière constructive et à examiner la question du statut définitif d'Abyei dans le cadre de futures séries de pourparlers, et leur accord sur la reprise des réunions du Comité mixte de contrôle d'Abyei. Là encore, nous pensons que les organisations régionales ont un rôle important à jouer pour soutenir et consolider ces relations afin de parvenir aux résultats souhaités, en particulier compte tenu des répercussions potentielles de la situation actuelle au Soudan et de l'évolution de la situation au Soudan du Sud.

Bien que les efforts se poursuivent pour ouvrir la voie à une discussion sur le statut définitif de la zone d'Abyei, nous restons préoccupés par les affrontements intercommunautaires, les violences et les attaques qui entravent les opérations de la FISNUA et ne font qu'aggraver les conditions de sécurité et la situation humanitaire déjà précaires dans cette région. Les Émirats arabes unis appellent par conséquent à la cessation de la violence et condamnent les meurtres de civils et de travailleurs

humanitaires, ainsi que les actes de harcèlement et de violence sexuelle et fondée sur le genre.

Nous saluons le rôle moteur joué par la FISNUA pour promouvoir la participation de femmes issues de différentes communautés aux processus de paix et de sécurité à Abyei, notamment la création d'un comité mixte de femmes pour la paix dans le secteur d'Amiet. Nous rappelons combien il importe de veiller à une participation pleine et véritable des femmes, sur un pied d'égalité avec les hommes, pour permettre des processus de paix durables et prévenir la propagation des conflits.

Compte tenu des conditions de vie difficiles à Abyei et des défis à relever dans l'ensemble de la région, nous jugeons encourageants les efforts conjoints déployés par les coordonnateurs résidents au Soudan et au Soudan du Sud pour mettre en œuvre le programme conjoint pour Abyei, qui est capital pour assurer les moyens de subsistance de la population de la zone. Comme nous l'avons mentionné à plusieurs reprises, la coexistence pacifique, la tolérance et le dialogue sont des piliers essentiels pour bâtir des sociétés pacifiques et prospères. À cet égard, nous saluons la poursuite des contacts de la FISNUA avec toutes les parties prenantes, y compris les chefs traditionnels, les jeunes et les femmes, en vue de promouvoir le dialogue entre les communautés, en particulier avant la période de transhumance. Nous appelons toutes les parties à respecter les obligations qui leur incombent en vertu des accords existants.

Enfin, les Émirats arabes unis encouragent la FISNUA à continuer d'intensifier son action dans la zone d'Abyei et à coordonner ses activités avec les organismes des Nations Unies afin de réduire les tensions entre les communautés.

M. de Almeida Filho (Brésil) (*parle en anglais*) : Je remercie la Sous-Secrétaire générale Pobee et l'Envoyée spéciale Tetteh de leurs précieux exposés. Je me félicite en outre de la participation des délégations soudanaise et sud-soudanaise à la présente séance.

Le Brésil est fier de contribuer à la Force intérimaire de sécurité des Nations Unies pour Abyei (FISNUA). Nous manquerions à notre devoir si nous ne félicitions pas la FISNUA de ses travaux et si nous n'exprimions pas notre gratitude à tous les pays fournisseurs de contingents ou de personnel de police qui rendent possible la réalisation d'activités vitales le long de la frontière entre le Soudan et le Soudan du Sud dans des circonstances difficiles. Nous sommes sincèrement reconnaissants des efforts inlassables déployés pour protéger les civils et assurer la continuité de l'acheminement de l'aide humanitaire à Abyei.

Le Brésil se fait l'écho des préoccupations exprimées par le Secrétaire général dans son dernier rapport en date (S/2023/305) concernant les répercussions des affrontements militaires en cours au Soudan sur les questions liées à la situation à Abyei. Les civils soudanais déplacés, qui ont fui à Abyei au cours des dernières semaines, sont confrontés à la flambée des prix des denrées alimentaires qui pénalise la population locale depuis le début des affrontements, le 15 avril. Les conditions de sécurité précaires à l'intérieur et autour de la zone risquent de se détériorer davantage du fait de l'évolution de la situation. Nous exhortons les parties au conflit au Soudan à apaiser leurs différends par la voie du dialogue. Nous saluons le rôle actif joué par l'ONU, l'Union africaine, l'Autorité intergouvernementale pour le développement (IGAD), la Ligue des États arabes, les États-Unis, le Royaume-Uni, l'Arabie saoudite et tous les partenaires du Soudan qui plaident en faveur d'un règlement négocié du conflit en cours.

Le dialogue est également essentiel à la dynamique à Abyei et aux liens bilatéraux entre le Soudan et le Soudan du Sud. Le sommet tenu en janvier à Djouba est arrivé à point nommé, étant donné la nécessité croissante de revitaliser le processus politique d'Abyei. Nous espérons sincèrement que le Soudan et le Soudan du Sud continueront de tisser des liens de confiance. Leur engagement en faveur d'une compréhension commune et d'une mise en œuvre équitable des mesures convenues est la clef pour parvenir à un règlement viable et durable de la question du statut d'Abyei.

Nous rendons hommage au rôle stabilisateur majeur joué jusqu'à présent par les pays voisins et nous saluons la manière dont les accords régionaux et sous-régionaux ont favorisé le rapprochement entre les deux pays. Nous appuyons tout particulièrement le rôle de chef de file joué par le Soudan du Sud, aux côtés de Djibouti et du Kenya, dans le cadre du dialogue engagé par l'IGAD avec les Forces armées soudanaises et les Forces d'appui rapide. S'ils deviennent des parties prenantes plus actives dans leur processus de paix respectif, le Soudan du Sud et le Soudan auront plus de chances de parvenir à un accord sur leurs problèmes frontaliers communs.

La FISNUA a relevé avec brio le défi de la reconfiguration de ses contingents. Elle a globalement réussi le délicat passage d'une mission dont les effectifs proviennent d'un seul pays à une mission composée de contingents multinationaux. Nous estimons de surcroît que le mandat d'un an de la FISNUA, établi par la résolution 2660 (2022), constitue une amélioration. Il permet

de renforcer la capacité de la mission de mettre dûment en œuvre ses principes et responsabilités fondamentaux. Grâce à l'allongement de la durée du mandat, les responsables de la mission et les soldats de la paix peuvent mettre en place des réseaux plus étroits avec les communautés locales et les parties prenantes. Nous craignons toutefois que la FISNUA ne soit confrontée à des difficultés encore plus grandes à l'avenir.

Les combats et les déplacements de population au Soudan risquent d'avoir des effets imprévisibles sur Abyei. Certains obstacles de longue date aux activités de la FISNUA, tels que la délivrance de visas, subsistent. Ces difficultés inutiles empêchent la mission de se consacrer à d'autres tâches relevant de la consolidation de la paix, de la police et de la justice.

Nous réaffirmons notre plein soutien à la FISNUA. Même si le Soudan et le Soudan du Sud ont aujourd'hui d'autres problèmes plus pressants, la sécurité à Abyei dépend des activités de la mission de maintien de la paix. La bonne mise en œuvre du mandat de la Force profite aux deux parties.

Pour terminer, nous encourageons vivement le Soudan et le Soudan du Sud à tirer parti du soutien indispensable apporté par l'ONU, par l'intermédiaire de la FISNUA, à redoubler de bonne volonté à l'égard du personnel de la mission et à régler les questions en suspens qui nuisent aux activités de la FISNUA.

M. Ishikane (Japon) (*parle en anglais*) : Je remercie la Sous-Secrétaire générale Pobee et l'Envoyée spéciale Tetteh de leurs exposés éclairants.

Le Japon salue le dernier rapport en date du Secrétaire général sur la Force intérimaire de sécurité des Nations Unies pour Abyei (FISNUA) (S/2023/305), qui détaille à la fois les progrès accomplis et les difficultés rencontrées à Abyei et souligne que le mandat de la mission n'a rien perdu de sa pertinence. Au vu des éléments du rapport du Secrétaire général, je voudrais formuler les quatre observations suivantes concernant le mandat de la FISNUA.

Premièrement, le Japon continue de suivre de près la situation au Soudan, où les affrontements armés se poursuivent sans relâche et s'étendent à l'ensemble du pays. Nous appelons une nouvelle fois les parties à décréter un cessez-le-feu immédiat et permanent et à renouer un dialogue pacifique. Le Japon demande également aux parties de protéger les civils, le personnel des organisations internationales et d'autres organismes d'aide et le personnel médical, ainsi que leur équipement et leur

matériel. L'accès humanitaire doit être maintenu. Le Japon se déclare vivement préoccupé par les répercussions négatives, sur la situation à Abyei, des combats militaires qui se déroulent au Soudan. C'est pourquoi nous appelons de nouveau les Forces armées soudanaises et les Forces d'appui rapide à respecter le cessez-le-feu et à revenir au dialogue pacifique et au processus politique. Le Conseil doit s'exprimer d'une seule et même voix à cet égard.

Deuxièmement, en dépit de tous les défis qui se posent, les efforts doivent se poursuivre pour renforcer la coopération entre les parties concernées afin de régler les questions en suspens liées au statut définitif d'Abyei. Nous encourageons le Soudan et le Soudan du Sud à renouveler leur participation au Mécanisme conjoint pour les questions politiques et la sécurité et au Comité mixte de contrôle d'Abyei. Ces organes sont fondamentaux pour assurer une administration efficace et parvenir à un règlement pacifique et mutuellement acceptable.

Troisièmement, il convient de résoudre les problèmes immédiats de sécurité et d'ordre humanitaire qui se posent sur le terrain à Abyei. Les violences intercommunautaires en cours, en particulier la montée des tensions entre les populations ngok dinka et twic dinka, ont exacerbé l'insécurité. La situation humanitaire s'aggrave, notamment en raison des inondations et de l'absence d'infrastructures. Le Japon exhorte toutes les parties concernées à promouvoir le dialogue intercommunautaire pour s'attaquer à ces problèmes. Nous appelons également le Soudan et le Soudan du Sud à avancer dans la création du Service de police d'Abyei pour assurer durablement la sécurité. Nous demandons à toutes les parties de coopérer avec les travailleurs humanitaires et de respecter pleinement leurs biens et leurs opérations en vue de garantir l'accès des populations locales à l'aide dont elles ont besoin.

Quatrièmement, le Japon invite le Soudan et le Soudan du Sud à régler les problèmes opérationnels auxquels la FISNUA demeure confrontée, telles que la liberté de circulation, le déploiement des trois unités de police constituées et des policiers hors unités constituées, l'accès à la piste d'atterrissage d'Athony et la remise en service du Mécanisme conjoint de vérification et de surveillance des frontières dans le secteur 1, y compris au niveau du poste de commandement de secteur de Gok Machar.

Pour terminer, le Japon remercie l'ensemble du personnel de la FISNUA de son action visant à protéger les civils et à atténuer la violence dans des contextes difficiles. Nous réaffirmons notre plein appui aux efforts déployés par l'ONU dans la région.

M. Biang (Gabon) (*parle en anglais*) : J'ai l'honneur de prononcer la présente déclaration au nom des trois membres africains du Conseil de sécurité, à savoir le Ghana, le Mozambique et mon pays, le Gabon.

Tout d'abord, nous remercions le Secrétaire général de son rapport (S/2023/305), ainsi que la Sous-Secrétaire générale Pobee et l'Envoyée spéciale Tetteh de leurs exposés éclairants sur la situation à Abyei et les activités de la Force intérimaire de sécurité des Nations Unies pour Abyei (FISNUA). Notre déclaration portera sur la situation politique, les conditions de sécurité et la situation humanitaire.

Sur le plan politique, les trois membres africains du Conseil de sécurité notent un renforcement continu des relations entre les autorités soudanaises et sud-soudanaises à travers l'organisation de plusieurs rencontres de haut niveau, en particulier sur les questions frontalières, en vue de définir le final statut d'Abyei. Nous prenons note avec satisfaction de l'accord entre le Soudan et le Soudan du Sud sur le renforcement de la coopération et le règlement des problèmes en suspens, conclu à l'issue de la réunion des présidents des comités nationaux des deux pays portant sur le statut définitif d'Abyei, qui a eu lieu à Khartoum le 24 octobre 2022. Cette volonté politique s'est encore manifestée lors de la réunion conjointe entre le Soudan et le Soudan du Sud sur la région d'Abyei, qui s'est tenue à Khartoum le 9 avril. Ces signaux positifs devraient cependant être concrétisés en actions par les deux pays pour favoriser la réalisation de véritables progrès sur le terrain en vue du statut définitif d'Abyei. Nous sommes toutefois préoccupés par le fait que le Comité mixte de contrôle d'Abyei ne s'est pas réuni depuis 2017, malgré les déclarations des parties. Malheureusement, dans les faits, cela fait plus de 10 ans qu'il n'y a pas eu d'avancées majeures dans la mise en œuvre de l'Accord de 2011 concernant les arrangements provisoires pour l'administration et la sécurité de la zone d'Abyei.

(*l'orateur poursuit en français*)

Les trois membres africains du Conseil de sécurité relèvent, pour le déplorer, que les situations politiques internes et les défis persistants sur les plans économique, sécuritaire et humanitaire du Soudan et du Soudan du Sud ralentissent considérablement les avancées sur la définition du statut final d'Abyei. Évoquer le statut final d'Abyei nous amène naturellement à nous préoccuper de la situation actuelle du Soudan et de la poursuite des affrontements meurtriers entre les Forces armées soudanaises et les Forces d'appui rapide. Cette situation au Soudan a indubitablement des répercussions sur la situation d'Abyei

et sur les discussions politiques en cours, avec le Soudan du Sud, pour la gestion de ce territoire. À cet égard, le Ghana, le Mozambique et le Gabon font écho au communiqué de l'Union Africaine du 20 avril 2023 et appellent à un cessez-le-feu immédiat et permanent, à une réponse humanitaire coordonnée et sans entrave, à la protection des civils et des infrastructures essentielles dans les zones de combat. Nous invitons les pays frontaliers à se mobiliser afin de faciliter le rapatriement des personnels internationaux ainsi que l'accueil des réfugiés en provenance du Soudan. Nous sommes fermement convaincus que la crise actuelle au Soudan ne peut être résolue par des moyens militaires. Nous exhortons toutes les parties concernées à reprendre le dialogue et à travailler à la création d'un plan urgent de désescalade.

Nous notons qu'il y a d'autres efforts pour essayer d'obtenir un cessez-le-feu permanent et créer des couloirs pour permettre l'assistance humanitaire afin d'alléger les souffrances des personnes déplacées, et nous réitérons que le mécanisme trilatéral, composé de l'Union africaine, de l'Autorité intergouvernementale pour le développement et de l'Organisation des Nations Unies, devrait jouer un rôle crucial dans tous ces efforts pour une réponse unifiée, coordonnée et concertée.

Sur le plan sécuritaire, la persistance des affrontements intercommunautaires, les violences armées, les destructions de biens, les actes de violence sexuelles à Abyei sont des sources majeures de préoccupation des trois membres africains du Conseil de sécurité. Nous condamnons fermement les violences intercommunautaires survenues notamment entre les communautés ngok dinka et twic dinka et entre les Misseriya et les Ngok Dinka. Nous appelons toutes les parties à ne prendre aucune mesure susceptible d'exacerber les tensions. Nous notons l'engagement du Président Salva Kiir pour apaiser les tensions entre les communautés à travers notamment la réunion avec les gouverneurs de Ouarrap et des États des Lacs, l'Administrateur en chef d'Abyei et les chefs traditionnels ngok dinka et twic dinka pour discuter de leurs différends. Nous espérons que la création d'une zone tampon pour le déploiement des forces de sécurité dans les zones contestées entraînera une désescalade des violences. Nous saluons également les actions de la FISNUA en vue de l'amélioration du dialogue intercommunautaire.

En outre, les trois membres africains du Conseil de sécurité déplorent la violation du statut démilitarisé de la région par la présence continue, dans le sud de la zone d'Abyei, des Forces sud-soudanaises de défense du peuple et des agents de renseignement et de la Police nationale sud-soudanaise, ainsi que la décision du Gouvernement soudanais de déployer des agents de la police nationale dans

la partie nord d'Abyei. Il est utile de relever que l'absence d'institutions administratives fortes, notamment en termes de sécurité et de justice, fragilise durablement ce territoire.

Concernant la situation humanitaire, la grave crise humanitaire qui frappe la Corne de l'Afrique en raison des conflits permanents et des changements climatiques n'épargne pas la région d'Abyei. Les trois membres africains du Conseil relèvent que les populations d'Abyei éprouvent d'importantes difficultés à accéder aux services de base, et cette situation devrait s'aggraver avec l'impact humanitaire des affrontements au Soudan, qui entraînent des déplacements massifs des populations civiles. Compte tenu des répercussions de la situation au Soudan sur la situation humanitaire à Abyei, le Ghana, le Mozambique et le Gabon soulignent qu'il est crucial de renforcer l'aide humanitaire et de mobiliser des financements adéquats pour répondre aux besoins croissants des populations qui sont déjà durement éprouvées par des conditions de vie difficiles. Il est vital d'améliorer les conditions de vie des populations par le rétablissement des prestations de services, y compris l'accès à l'eau, à la santé, à l'éducation, à la communication et aux infrastructures de base.

Les trois membres africains du Conseil de sécurité condamnent avec la plus grande fermeté les attaques armées contre le personnel et les travailleurs humanitaires de la FISNUA. Nous exprimons nos sincères condoléances aux familles des travailleurs humanitaires décédés à Abyei. Il est impératif que toutes les mesures soient prises pour assurer la sécurité et la protection des travailleurs humanitaires ainsi qu'un accès humanitaire sans entrave. Nous exhortons en outre le Soudan et le Soudan du Sud à respecter pleinement l'accord sur le statut des forces et à faciliter la mise en œuvre du mandat de la FISNUA par la délivrance de visas et de documents administratifs indispensables pour le déploiement des troupes, des civils et des unités de police.

Les trois membres africains du Conseil soulignent que la réalisation du statut définitif d'Abyei ne sera matérialisée que si le Soudan et le Soudan du Sud stabilisent leur situation politique interne et arrivent à matérialiser effectivement les discussions en vue de s'entendre sur la gestion de cette zone. À cet égard, les trois membres africains du Conseil saluent l'engagement de l'Union africaine et de l'Autorité intergouvernementale pour le développement qui soutiennent les discussions bilatérales pour la paix dans la région et la définition du statut de la zone d'Abyei. En outre, nous rendons un hommage appuyé au personnel de la FISNUA, qui exécute son mandat en dépit des conditions difficiles.

En conclusion, nous réitérons notre plein appui à M^{me} Hanna Tetteh, Envoyée spéciale du Secrétaire général pour la Corne de l'Afrique et à toutes les parties prenantes pour leurs efforts inlassables sur le terrain en vue de trouver une solution politique au statut définitif d'Abyei.

M^{me} Broadhurst Estival (France) : Je souhaiterais à mon tour remercier la Sous-Secrétaire générale Martha Pobee, ainsi que l'Envoyée spéciale Hanna Tetteh pour leurs interventions, et saluer la présence parmi nous aujourd'hui des représentants du Soudan et du Soudan du Sud. J'insisterai pour ma part sur quatre points.

Tout d'abord, la zone d'Abyei subit à nouveau le contrecoup de l'instabilité de son environnement régional, depuis le début des combats au Soudan le 15 avril dernier. Cette vulnérabilité est alimentée par le statu quo qui prévalait depuis 2016. Elle est exacerbée à chaque crise dans la région. C'est d'autant plus regrettable que le conflit au Soudan risque de ralentir un dialogue positif, qui était amorcé depuis quelques mois entre Khartoum et Djouba. Nous saluons ces efforts, qui sont porteurs de perspectives encourageantes. Nous appelons les parties à les poursuivre.

La stabilité d'Abyei ne peut venir que des parties elles-mêmes. La crise actuelle doit les encourager à revenir aux fondamentaux. Au-delà des enjeux qui sont liés au statut définitif du territoire, des avancées sont possibles pour améliorer les conditions de vie des populations locales, pour prévenir les violences intercommunautaires. Nous saluons les actions de consolidation de la paix qui ont été entreprises sous l'égide de la Force intérimaire de sécurité des Nations Unies pour Abyei (FISNUA), en lien avec les équipes pays des Nations Unies au Soudan et au Soudan du Sud. Nous encourageons l'ONU à s'adapter aux défis actuels pour préserver cet acquis important. Nous appelons aussi les communautés d'Abyei à se tenir à l'écart de la confrontation en cours au Soudan. Les parties au conflit doivent quant à elles s'abstenir de toute action susceptible d'ajouter à l'instabilité à Abyei, qui doit être une zone démilitarisée.

La FISNUA a un rôle majeur à jouer pour protéger les civils. Nous saluons à ce titre tous les efforts d'apaisement menés entre les communautés ngok dinka et misseriya. Nous sommes préoccupés par les violences entre les communautés ngok dinka et twic dinka. Nous appelons les autorités sud-soudanaises à poursuivre leurs efforts d'apaisement. La FISNUA vient seulement d'achever une reconfiguration qui a été complexe, coûteuse, et elle est déjà confrontée à de nouveaux défis logistiques. Elle doit conserver les capacités requises pour remplir pleinement son mandat. Nous comptons sur le Secrétariat,

sur les pays fournisseurs de contingents et sur les pays de la région pour y veiller.

Dans ce contexte, nous réitérons notre plein soutien à l'Envoyée spéciale Hanna Tetteh et à ses équipes. L'ONU a un rôle essentiel dans la coordination des efforts de paix dans la Corne de l'Afrique, en particulier s'agissant du conflit au Soudan. La France prend toute sa part à ces efforts. Nous encourageons les États de la région à résoudre leurs différends par le dialogue, qu'il s'agisse d'Abyei, d'autres différends frontaliers ou du Barrage de la Renaissance.

M^{me} Dautllari (Albanie) (*parle en anglais*) : Je remercie la Sous-Secrétaire générale Pobee et l'Envoyée spéciale Tetteh de leurs exposés, et je remercie la Force intérimaire de sécurité des Nations Unies pour Abyei (FISNUA) des efforts qu'elle déploie, notamment pour promouvoir le dialogue et la sécurité dans la zone administrative d'Abyei, alors que les conditions sont encore plus difficiles aujourd'hui. Dans ce contexte, nous demandons instamment aux parties de garantir un accès sans entrave à la FISNUA et de veiller à la sécurité de son personnel.

D'emblée, l'Albanie exprime sa préoccupation face à la situation au Soudan, qui représente un risque pour la zone d'Abyei, déjà fragile. Nous demandons aux parties soudanaises de cesser les hostilités et d'œuvrer en faveur d'un cessez-le-feu national, tout en appuyant les efforts régionaux à cet égard. Je ferai trois brèves observations.

Premièrement, nous tenons à saluer la coopération de haut niveau observée avant le début des combats au Soudan. Les combats ont des conséquences sur la dynamique obtenue dans la mise en œuvre de l'accord sur les dispositions administratives et politiques concernant Abyei. Dans ce contexte, nous exhortons le Soudan et le Soudan du Sud à se concentrer sur la reprise des réunions du Comité mixte de contrôle d'Abyei et à mettre en œuvre l'accord sur les dispositions administratives et politiques visant à régler les problèmes frontaliers et les tensions communautaires. Les parties doivent veiller à ce que les réunions facilitent la participation pleine, égale et réelle des femmes afin de renforcer leur rôle.

Deuxièmement, les conditions de sécurité restent très précaires. Nous sommes préoccupés par le fait que l'absence d'accord concernant le statut définitif de la zone d'Abyei et la situation au Soudan accroissent les tensions. Nous condamnons la poursuite des affrontements armés entre les Ngok Dinka et les Twic Dinka, qui constituent un défi majeur pour la protection des civils et ont entraîné une augmentation de la circulation des armes parmi les jeunes. Nous appelons toutes les parties prenantes à appliquer l'accord de cessation des hostilités et à collaborer avec la FISNUA pour renforcer le dialogue et la cohésion

sociale. À cet égard, nous demandons la suppression de tous les obstacles aux activités de la mission et nous nous faisons l'écho de l'appel du Secrétaire général au Soudan et au Soudan du Sud pour qu'ils retirent leurs soldats et leur personnel de police de la zone d'Abyei.

Troisièmement, la protection des civils et la situation humanitaire désastreuse continuent de nous préoccuper, d'autant plus que la violence actuelle a entraîné le déplacement de milliers de personnes et l'augmentation des violations des droits humains, y compris les violences sexuelles et fondées sur le genre. Les civils sont privés des services de base et de l'accès à la justice et ont un besoin urgent d'aide humanitaire. À cette fin, il est primordial de mettre en place des structures frontalières communes, notamment la police d'Abyei, pour renforcer l'état de droit et l'application du principe de responsabilité.

Pour conclure, malgré la situation difficile, le Soudan et le Soudan du Sud doivent continuer de collaborer pour régler la question du statut définitif d'Abyei par des moyens pacifiques. Les combats au Soudan risquent d'empêcher la poursuite du dialogue et d'entraver la mise en œuvre du mandat de la FISNUA. Nous insistons sur le fait que le dialogue et le compromis sont les seuls moyens de parvenir à un règlement sur le statut définitif d'Abyei.

M^{me} Evstigneeva (Fédération de Russie) (*parle en russe*) : Tout d'abord, nous souhaitons à toutes les personnes ici présentes un joyeux 9 mai, qui est le Jour de la victoire. En cette occasion mémorable, nous rendons hommage à toutes celles et à tous ceux dont les exploits inégalés sur le champ de bataille et le travail altruiste sur le front intérieur ont permis de vaincre le nazisme, et nous leur en sommes profondément reconnaissants. N'eût été cette victoire, l'ONU n'aurait jamais vu le jour. Nous sommes convaincus que l'héritage de cette grande victoire continuera de contribuer au renforcement et au développement de relations fructueuses entre les pays et les peuples dans le plein respect des principes de l'égalité des droits et de l'autodétermination des peuples.

Nous remercions de leurs exposés la Sous-Secrétaire générale, M^{me} Martha Pobebe, et l'Envoyée spéciale du Secrétaire général pour la Corne de l'Afrique, M^{me} Hanna Tetteh. Nous nous félicitons de la participation à la séance d'aujourd'hui du Représentant permanent du Soudan, M. Al-Harith Idriss Al-Harith Mohamed, et du Représentant permanent du Soudan du Sud, M. Akuei Bona Malwal.

Nous apprécions tout particulièrement les efforts conjoints déployés par les dirigeants du Soudan du Sud et d'autres acteurs régionaux pour mettre rapidement fin aux hostilités au Soudan entre les Forces armées soudanaises

et les Forces d'appui rapide. Nous relevons en particulier le travail des autorités sud-soudanaises qui accueillent des réfugiés soudanais sur leur territoire et leur volonté d'aider à la résolution de la crise humanitaire dans la région. Nous sommes convaincus que le règlement de la situation au Soudan contribuerait également à créer des conditions propices à l'amélioration de la coopération sur la question d'Abyei, d'autant plus que les deux pays ont récemment manifesté leur intention sincère de promouvoir le dialogue sur la zone d'Abyei, notamment en établissant une coopération mutuellement bénéfique sur l'exploitation conjointe des ressources pétrolières potentielles de la zone contestée. Le sommet des dirigeants du Soudan et du Soudan du Sud et la réunion du Mécanisme conjoint pour les questions politiques et la sécurité, qui se sont tous deux tenus en janvier à Djouba, ont permis aux parties de réaffirmer leur volonté de coopérer sur les questions frontalières. Nous saluons la détermination des deux pays à élaborer une stratégie de collaboration avec les communautés locales vivant le long de leur frontière commune afin de rétablir le fonctionnement normal du Mécanisme conjoint de vérification et de surveillance de la frontière, y compris à Gok Machar.

Nous demeurons convaincus que, pour promouvoir efficacement un règlement intersoudanais qui aboutisse à la détermination du statut définitif d'Abyei, les deux parties doivent fournir des efforts conjoints. Nous jugeons inacceptables toutes les tentatives unilatérales visant à modifier le statut de la zone contestée, en violation du cadre juridique international existant et des accords signés par les deux États. À cet égard, il est important que les deux pays honorent leur obligation de respecter le statut démilitarisé d'Abyei.

L'état du dialogue intercommunautaire dans la zone est préoccupant, en particulier à la lumière du conflit actuel entre les Twic Dinka et les Ngok Dinka. Dans le même temps, nous prenons note des mesures importantes prises par les autorités sud-soudanaises pour favoriser la réconciliation entre les deux communautés.

La Force intérimaire de sécurité des Nations Unies pour Abyei (FISNUA) reste un facteur clef de stabilité dans la zone. Nous saluons le rôle que jouent les Casques bleus pour régler les problèmes de sécurité actuels et nous félicitons de l'aide apportée dans le cadre du programme conjoint des Nations Unies pour la consolidation de la paix. La transformation de la FISNUA en une mission multinationale est presque achevée. Nous espérons que la mission continuera de s'acquitter de son mandat en mettant clairement l'accent sur le maintien de la sécurité et l'appui aux deux États dans leurs efforts pour trouver une solution mutuellement acceptable à leur différend frontalier.

M. Pérez Loose (Équateur) (*parle en espagnol*) : Je m'associe aux autres représentantes et représentants pour remercier la Sous-Secrétaire générale pour l'Afrique, Martha Pobee, et l'Envoyée spéciale Hanna Serwaa Tetteh de leurs exposés instructifs. Je salue également la participation des représentants du Soudan et du Soudan du Sud, auxquels nous souhaitons la bienvenue. Je me félicite enfin du rapport du Secrétaire général sur la situation à Abyei (S/2023/305) et sur les progrès accomplis dans la mise en œuvre du mandat de la Force intérimaire de sécurité des Nations Unies pour Abyei (FISNUA), soumis en application de la résolution 2660 (2022).

L'Équateur souligne les efforts considérables déployés par la FISNUA pour s'acquitter de son mandat dans des circonstances complexes et exhorte les Gouvernements soudanais et sud-soudanais à apporter un soutien vital aux activités menées par la Force intérimaire des Nations Unies.

Nous partageons la crainte du Secrétaire général que les violents combats qui se déroulent au Soudan n'affectent les efforts en faveur d'un règlement pacifique du statut définitif d'Abyei et des questions frontalières, ainsi que la mise en œuvre du mandat de la FISNUA. Nous encourageons la mise en place d'un processus politique inclusif pour régler la question d'Abyei. À cet égard, le rôle de l'Union africaine et de l'Autorité intergouvernementale pour le développement, ainsi que l'appui de l'ONU, sont essentiels.

Nous exhortons par ailleurs les parties à appliquer les conclusions du sommet de Djouba et de la réunion du Mécanisme conjoint pour les questions politiques et la sécurité qui se sont tenus respectivement les 12 et 18 janvier. Nous appelons à respecter sans restriction et sans condition la zone démilitarisée d'Abyei, dans laquelle seuls la FISNUA et le Service de police d'Abyei, une fois qu'il sera établi, ont une autorité légale.

En plus de semer la mort et la destruction, les violences entre les Ngok Dinka et les Twic Dinka ont entraîné des déplacements de population, une situation dans laquelle les femmes et les filles sont les plus touchées. Nous rejetons tout recrutement ou utilisation de mineurs et toute violation du droit international.

Nous réaffirmons que l'obligation de rendre des comptes est centrale pour la réconciliation, les réparations pour les victimes et la dissuasion, et pour instaurer une culture de prévention et de respect des droits de l'homme.

Nous appelons les parties à redoubler d'efforts pour parvenir à une cessation définitive des hostilités intercommunautaires et à renforcer les accords et les objectifs de la conférence de paix qui s'est tenue à Wau en avril.

Nous soulignons la contribution des femmes et des représentants de la jeunesse qui ont participé à ce processus et nous demandons à l'organisation Community Empowerment for Progress, à Concordis International et à l'Organisation internationale pour les migrations de continuer de fournir l'appui et le suivi requis pour que la cessation des violences devienne le fondement d'une paix durable, laquelle est nécessaire à la liberté de circulation, à l'accès humanitaire et à la coexistence pacifique.

Nous saluons également la contribution des femmes à la conférence de Todach et nous encourageons à amplifier l'inclusion et la participation pleine, égale et véritable des femmes dans toutes les sphères de la société, étape incontournable vers l'instauration d'une paix durable et d'un développement intégré.

L'Équateur continuera de promouvoir le règlement pacifique des différends et d'accorder une attention particulière à la zone. Depuis 2005, 151 Équatoriens ont servi en tant qu'observateurs militaires ou membres du personnel des missions à Abyei, au Soudan et au Soudan du Sud.

Les combats qui ont eu lieu au Soudan en avril ont affecté l'approvisionnement en produits essentiels, notamment en nourriture, mettant en danger le personnel de maintien de la paix qui se trouvait à Khartoum et qui était en cours de transfert vers des postes à Abyei. Quelle meilleure illustration de l'impact de la violence sur la sécurité alimentaire ? En l'espèce, je fais référence aux risques encourus par des personnes bénéficiant d'une protection. Mais combien de centaines ou de milliers de civils déjà confrontés à la malnutrition ou à des pénuries voient aujourd'hui leur situation se détériorer davantage en raison du lien qui existe entre la faim et les conflits ? À Abyei, des facteurs internes et externes sont susceptibles d'aggraver l'insécurité alimentaire. Il est temps de faire taire les armes une fois pour toutes et d'avancer vers une solution définitive.

La Présidente : Je vais maintenant faire une déclaration en ma qualité de représentante de la Suisse.

Je voudrais tout d'abord remercier la Sous-Secrétaire générale Martha Pobee et l'Envoyée spéciale Hanna Tetteh non seulement pour leurs exposés précieux mais aussi pour tout leur travail et le travail de la mission. Je salue également la présence des Représentants permanents du Soudan et du Soudan du Sud à cette séance.

Nous félicitons les deux Gouvernements de leur engagement constructif en vue d'une résolution du différend relatif à la région d'Abyei, en ce qui concerne tant le statut final que la question de la démarcation de la frontière.

Le conflit qui a éclaté au Soudan le 15 avril remet pourtant en question ces avancées et risque de mettre un terme à ces dynamiques positives. Nous nous inquiétons de l'impact que les combats pourraient avoir sur le processus politique, la situation humanitaire et la mise en œuvre du mandat de la Force intérimaire de sécurité des Nations Unies pour Abyei (FISNUA). Nous réitérons notre appel aux deux parties pour qu'elles fassent taire immédiatement les armes, respectent le droit international humanitaire, s'engagent à un cessez-le-feu durable, garantissent l'accès humanitaire et renouent le dialogue. Face aux risques réels d'instabilité, nous appelons le Soudan et le Soudan du Sud à respecter l'accord de 2011 et les résolutions pertinentes du Conseil de sécurité.

Je souhaite faire trois brèves remarques.

Premièrement, il faut faire davantage pour protéger la population locale des incidents armés et des affrontements intercommunautaires. Nous sommes préoccupés par les tensions qui persistent entre les Twic Dinka et les Ngok Dinka. Nous les appelons à la désescalade et à la poursuite des efforts communs pour trouver une solution par le dialogue. Nous félicitons les Misseriya et les Ngok Dinka pour le succès de la conférence du mois de mars dernier et les encourageons à donner suite à cette dynamique positive, surtout en vue de la prochaine période de transhumance. En l'absence du Service de police d'Abyei, les comités de protection de la population locale et le comité mixte de protection sont essentiels pour renforcer l'état de droit. En outre, Abyei doit rester une zone démilitarisée de toute force ou tout autre élément armé.

Deuxièmement, compte tenu de l'impact potentiel du conflit au Soudan, il est important d'instaurer un climat de confiance et de renforcer un engagement communautaire inclusif. Nous saluons la revitalisation des forums consultatifs sur les femmes et la paix et la sécurité, ainsi que les activités du comité mixte des femmes pour la paix dans la région d'Amiet. De même, l'implication accrue des réseaux de jeunes dans la diffusion d'alertes précoces montre le potentiel clef des jeunes en tant qu'agentes et agents de paix. Nous soutenons pleinement les efforts déployés par les équipes de pays des Nations Unies au Soudan et au Soudan du Sud pour rendre opérationnel le programme conjoint pour Abyei.

Troisièmement, la FISNUA continuera à jouer un rôle essentiel pour la paix et la sécurité à Abyei au cours des mois à venir. Nous saluons son engagement fort auprès des communautés d'Abyei et espérons que la reconfiguration des troupes fournira à la Mission des moyens opérationnels supplémentaires. Nous demandons au Soudan et au Soudan

du Sud de continuer à respecter l'accord sur le statut des forces.

Pour conclure, nous exprimons notre plein soutien à la FISNUA et à l'Envoyée spéciale, ainsi qu'à l'Union africaine et à l'Autorité intergouvernementale pour le développement. Nous affirmons notre engagement à travailler avec toutes les parties prenantes pour atteindre la paix et la prospérité dans la région d'Abyei.

Je reprends à présent mes fonctions de Présidente du Conseil.

Je donne maintenant la parole au représentant du Soudan.

M. Mohamed (Soudan) (*parle en arabe*) : Tout d'abord, je tiens à vous féliciter, Madame la Présidente, de l'accession de la Suisse à la présidence du Conseil de sécurité pour ce mois d'avril. Nous remercions Mme Martha Pobeë, Sous-Secrétaire générale pour l'Afrique, de son exposé utile sur l'exécution du mandat de la Force intérimaire de sécurité des Nations Unies pour Abyei (FISNUA). Nous remercions également Mme Hanna Tetteh, Envoyée spéciale du Secrétaire général pour la Corne de l'Afrique, de son exposé et de l'intérêt personnel qu'elle porte à l'évolution de la situation au Soudan. À cet égard, nous prenons note du rapport du Secrétaire général sur la situation à Abyei (S/2023/305).

Les relations bilatérales continuent de s'améliorer entre le Soudan et le Soudan du Sud. En témoigne la visite réussie à Djouba, en janvier, du Président du Conseil souverain de la transition du Soudan, le général Abdel Fattah Al-Burhan, déplacement qui nous a permis de nous accorder avec le Président sud-soudanais, M. Salva Kiir Mayardit, sur le déploiement de forces conjointes aux frontières pour renforcer la sécurité et la stabilité, empêcher l'infiltration d'armes illégales, combattre les éléments hostiles et lancer ou relancer des mécanismes de coopération entre les deux pays frères.

Parmi les résultats clefs de cette rencontre figure l'appel à ce que les mécanismes conjoints pour Abyei redoublent d'efforts en vue d'arrêter le statut définitif de la zone et de promouvoir le développement économique et la coopération sociale. La deuxième réunion du comité de haut niveau, tenue le mois dernier à Khartoum, à l'invitation du Soudan, avec la participation de l'ONU, de l'Union africaine et de l'Autorité intergouvernementale pour le développement (IGAD) atteste aussi clairement du rapprochement entre les deux pays. Les deux parties y ont abordé toutes les questions d'intérêt commun, en tenant dûment compte des besoins des communautés de la région d'Abyei,

y compris l'aide humanitaire et le développement nécessaire pour apporter cette aide et les services connexes et pour mettre en place des projets d'infrastructures comme des hôpitaux, des écoles et des routes. Ces projets doivent être entrepris conjointement par les deux parties, avec le concours de la communauté internationale et de l'ONU, de manière à ouvrir la voie au statut définitif d'Abyei.

Le général Benjamin Sawyerr, Chef par intérim de la mission et commandant de la force de la FISNUA, a présenté un examen des conditions de sécurité à Abyei, qui comprenait un certain nombre de recommandations. Les deux parties ont salué le rapport et promis, durant leurs réunions, de s'occuper des points recensés. Elles ont également accepté de tenir la troisième réunion du comité de haut niveau à Djouba, à une date qu'elles fixeraient ultérieurement.

Ce rapprochement a une influence positive sur la situation à Abyei, ce qui contredit les doutes exprimés par certains représentants, qui maintiennent que la situation actuelle est de nature à compromettre le rapprochement et, partant, à compliquer les choses à Abyei. Or, la stabilité à Abyei fait clairement partie des objectifs de la direction soudanaise, sachant que le Gouvernement soudanais est déterminé à s'appuyer sur les relations bilatérales entre les deux pays voisins frères pour promouvoir la coexistence pacifique des communautés dans la zone et accélérer l'obtention d'un consensus sur le statut définitif d'Abyei.

À cet égard, je tiens à aborder les points suivants.

Tout d'abord, le Gouvernement soudanais compte beaucoup sur les relations amicales entre le Soudan et le Soudan du Sud, étant donné que nous sommes deux pays frères en esprit, et il nous faut tirer parti de la bonne dynamique où se trouvent ces relations pour régler la situation à Abyei, y compris en établissant des mécanismes administratifs et de sécurité intérimaires, comme le prévoit l'accord du 20 juin 2011, que les deux parties ont signé. Nous insistons également sur l'importance de respecter la démarcation des frontières, de ne pas empiéter ni s'inviter indûment sur les terres de l'autre et de ne pas chercher à modifier le statu quo démographique.

À cet égard, le conflit entre les Ngok Dinka et les Twic Dinka est préjudiciable à la situation humanitaire et économique dans son ensemble à Abyei. En outre, la prolifération des armes, les attaques répétées et la propagation de la criminalité exigent que les services de répression et les institutions judiciaires mettent fin à l'insécurité et au crime et demandent des comptes aux coupables. Ces phénomènes appellent aussi la mise en place de mécanismes conjoints, en particulier la police conjointe, conformément à l'accord de 2011.

Le Soudan souligne et affirme l'importance de la paix, de la stabilité et de la sécurité à Abyei, et nous insistons sur la nécessité de s'abstenir de toute mesure unilatérale susceptible de menacer la stabilité dans la zone d'opérations de la FISNUA. Nous soulignons également qu'Abyei doit rester une zone exempte de manifestations militaires et conserver une zone tampon démilitarisée au nord et au sud de la ligne zéro. En application des accords signés par les deux pays, nous appelons la FISNUA à mettre en œuvre, étendre et renforcer des projets à effet rapide, étant donné qu'ils sont propres à améliorer le quotidien de la population d'Abyei, en particulier dans les domaines de l'éducation, de la santé et de l'eau potable et pour ce qui est de la sécurité et du maintien de l'ordre.

Nous souscrivons sans réserve à l'accent que le Secrétaire général, dans son rapport, a mis sur la jeunesse. Nous estimons qu'il convient de s'intéresser davantage à la formation professionnelle des jeunes, ainsi que de soutenir les services vétérinaires et d'améliorer nos capacités spécifiques pour les femmes et les filles afin de contribuer aux efforts en faveur d'une paix durable et de sensibiliser les employés du secteur de la production animale. Nous insistons sur l'importance des activités liées à la coexistence pacifique, dans l'objectif de favoriser la stabilité entre les communautés d'Abyei et d'établir des mécanismes de coordination locale, avec l'appui de la société civile et de l'administration.

Dans son rapport, le Secrétaire général fait également référence à la présence de la police soudanaise à Diffra, qui a pour but de sécuriser les installations de production pétrolière et d'éviter les conditions peu sûres qui entravent la circulation des équipes techniques dans ces installations. Il en a été question l'an dernier dans le cadre de notre discussion sur la prorogation du mandat de la FISNUA. Cependant, nous constatons que les efforts déployés par la mission pour apporter un appui logistique et technique unifié à la police de proximité se sont inégalement répartis entre les trois zones d'Abyei. Tout en saluant son action en faveur de la paix et de la sécurité à Abyei, il faut que la mission accorde une attention égale aux trois zones. Nous avons également constaté un déséquilibre dans les activités de la mission en ce qui concerne l'appui à la stabilisation, la consolidation de la paix, l'approvisionnement en eau et l'éducation. Le rapport du Secrétaire général attribue les lacunes dans la fourniture de ces services à l'absence d'institutions publiques. À cet égard, nous insistons sur la nécessité de créer un comité administratif conjoint conformément à l'accord de 2011.

Nous réaffirmons que le Gouvernement soudanais est déterminé à améliorer sa coopération avec le Gouvernement sud-soudanais afin de renforcer les travaux du Mécanisme conjoint pour les questions politiques et la sécurité et du Comité mixte de contrôle d'Abyei, mais aussi de créer des mécanismes conjoints entre les deux pays, conformément aux dispositions des accords qu'ils ont signés, en vue de régler toutes les questions relatives au statut définitif d'Abyei, sur la base du mandat convenu entre les deux parties. Le Soudan maintient, comme l'a déjà souligné le rédacteur sur ce dossier, que le statut de la FISNUA ne doit pas changer lorsque son mandat sera renouvelé pour une année supplémentaire. Le mandat de la FISNUA est donc temporaire, et elle doit s'acquitter de tâches très spécifiques en matière de sécurité. Nous appelons à appuyer et à renforcer les mécanismes conjoints existants entre le Soudan et le Soudan du Sud et à promouvoir les administrations locales jusqu'à ce que nous nous mettions d'accord sur le statut définitif d'Abyei.

Certains membres ont parlé de la situation actuelle au Soudan. Nous avons longuement discuté de cette question lors des séances du Conseil de sécurité tenues la semaine dernière. Nous tenons à indiquer que le conflit en cours au Soudan n'aura pas de conséquences sur la situation à Abyei, comme cela a été souligné lors de récentes réunions avec des représentants des deux pays. Nous soulignons également que le Soudan est déterminé à trouver une solution pacifique au conflit en cours, qui a été déclenché par un groupe rebelle contre les Forces armées soudanaises. Nous insistons sur le fait que les Forces armées soudanaises sont capables de maintenir l'ordre au Soudan, et à Khartoum en particulier. Nous soulignons donc que nous sommes prêts à coopérer pleinement avec l'ONU, ainsi qu'avec toutes les opérations d'aide humanitaire, à ouvrir et superviser des couloirs humanitaires et à confier la protection des travailleurs humanitaires aux Forces armées soudanaises, qui ont reçu une formation professionnelle de pointe dans ce domaine.

Nous saluons de nouveau l'initiative africaine proposée par l'IGAD et l'Union africaine. Toutefois, nous remarquons que l'Union africaine n'a pas invité les représentants du Soudan à participer à la réunion tenue à Addis-Abeba, empêchant ainsi mon pays d'exprimer son opinion. Nous voulions que la délégation soudanaise soit invitée à titre exceptionnel pour pouvoir exprimer notre opinion et poursuivre les efforts de médiation dirigés et parrainés par l'Union africaine et l'IGAD. En outre, un ambassadeur de haut niveau, sous-secrétaire d'État aux affaires étrangères et envoyé présidentiel, a été nommé et effectue une navette diplomatique dans la région de l'IGAD et en Afrique de l'Est. Il a rencontré hier les

autorités sud-soudanaises après avoir rencontré les autorités djiboutiennes, et il s'apprête à rencontrer les autorités kényanes pour promouvoir le rôle de l'Afrique.

Les dirigeants politiques soudanais se félicitent du rôle que joue l'Union africaine et toutes les autres initiatives. N'oublions pas que le Soudan est également membre de la Ligue des États arabes. Le Soudan n'ignorera aucune initiative positive. Toutefois, nous appuyons l'initiative africaine et les efforts de l'IGAD, dont le Soudan assure actuellement la présidence, et c'est pourquoi nous nous efforçons de clarifier les choses en ce qui concerne cette initiative. La situation à l'aéroport de Khartoum a en effet gêné l'arrivée des trois dirigeants, mais leurs trois adjoints devaient ensuite rencontrer les autorités soudanaises. Nous sommes désormais prêts à rencontrer toute délégation de l'IGAD ou de l'Union africaine. Comme je l'ai dit précédemment, nous sommes un partenaire à part entière de l'Union africaine, et le Soudan devrait être invité à toutes les réunions organisées par le Conseil de paix et de sécurité de l'Union africaine.

Je tiens à vous remercier, Madame la Présidente, ainsi que tous les orateurs qui ont fait des déclarations modérées aujourd'hui. Je remercie également le Conseil de l'intérêt qu'il porte à la situation au Soudan. Nous sommes prêts à coopérer avec tous ceux qui sont prêts à aider le Soudan. Nous sommes disposés à écouter tous les membres dans l'espoir que leurs efforts contribueront à contenir la situation actuelle.

La Présidente : Je donne maintenant la parole au représentant du Soudan du Sud.

M. Malwal (Soudan du Sud) (*parle en anglais*) : Ma délégation tient tout d'abord à vous féliciter, Madame la Présidente, ainsi que votre délégation et votre pays, qui avez l'occasion historique de présider le Conseil de sécurité pour la première fois. Ma délégation appuiera toujours votre présidence. Je salue également la présence de nos deux intervenantes, M^{me} Martha Pobee, Sous-Secrétaire générale pour l'Afrique, et M^{me} Hanna Tetteh, Envoyée spéciale du Secrétaire général pour la Corne de l'Afrique. Nous avons pris note de leurs exposés perspicaces sur la situation à Abyei.

Le Soudan du Sud prend acte du rapport du Secrétaire général sur Abyei (S/2023/305) pour la période considérée. Comme le Conseil le sait, la présente séance d'information se tient à un moment où le Soudan traverse une période très difficile. Comme l'indique le rapport, les relations entre les deux pays sont cordiales et le resteront malgré l'incompréhension persistante entre les parties

belligérantes. Nous appelons donc la communauté internationale à répondre aux besoins humanitaires croissants au Soudan et dans les pays voisins, qui ont reçu un afflux de réfugiés, alors qu'ils n'y étaient pas préparés, en l'espace de quelques jours après le début des combats à Khartoum et dans d'autres parties du Soudan.

La République du Soudan du Sud surveille l'évolution de la crise au Soudan et s'est engagée à fournir une aide bilatérale et régionale, par l'intermédiaire de l'Autorité intergouvernementale pour le développement, qui a chargé le Président Salva Kiir Mayardit de régler cette crise, par l'intermédiaire de l'Union africaine et dans le

cadre de la communauté internationale, afin d'améliorer la situation de nos pays et de la région.

Je termine en appelant la Force intérimaire de sécurité des Nations Unies pour Abyei à rester vigilante et à bloquer la route à tout élément négatif qui chercherait à déstabiliser la région alors que nous nous employons à régler la situation au Soudan, pays frère.

La Présidente : Il n'y a pas d'autre oratrice ou orateur inscrit sur la liste. Je tiens à remercier toutes les membres de leur participation constructive.

La séance est levée à 11 h 50.